

ÉMEUTES DE GHARDAÏA

La police enquête dans ses rangs

La Direction générale de la Sûreté nationale a institué une commission d'enquête pour «déterminer une éventuelle implication» de ses éléments dans les événements qui ont ébranlé dernièrement la région de Ghardaïa. C'est ce qu'a révélé M. Aïssa Naïli, directeur de la sécurité publique et contrôleur de police au sein de la DGSN, lors de son passage, hier, au forum du quotidien Liberté.

Abder Bettache - Alger - (Le Soir) - Selon ce haut responsable de la Sûreté nationale, «les services de police sont intervenus et ont agi en toute impartialité lors de ces événements et si des cas isolés ont été signalés ici et là, des mesures appropriées seront prises à l'encontre des personnes reconnues coupables». Pour Aïssa Naïli, «s'il y a des dépassements qui ont été enregistrés ou signalés, une commission d'enquête

aura à déterminer le degré d'implication de la ou des personnes concernées».

Le représentant de la DGSN a tenu à indiquer que «la gestion sécuritaire des manifestations pacifiques ou des attroupements tumultueux (...) est une préoccupation prioritaire et majeure, sérieusement prise en charge par le haut commandement de la Sûreté nationale, qui a procédé à la mise en place d'un nouveau

concept opérationnel, afférent à la gestion démocratique des foules».

L'orateur a également relevé que «l'usage de la force publique obéit à des règles strictes et précises, à savoir le cadre juridique qui définit les différents aspects de la légitime défense, la nécessité absolue qui est le danger imminent sous toutes ses formes et la proportionnalité entre la menace et les moyens usités pour la contrecarrer».

Et d'ajouter : «La force publique peut intervenir contre les manifestants directement, sans sommation préalable, dans deux cas essentiellement, à savoir lorsque les éléments de la force publique font l'objet d'actes de violence ou sont agressés directement par les troublemakers et lorsque les éléments de la force

publique n'arrivent pas à se maintenir sur les lieux qu'ils doivent protéger, sans faire usage de leurs moyens conventionnels.»

«Le concept, portant gestion démocratique des foules, préconise de privilégier le dialogue et la persuasion avec les manifestants récalcitrants», a indiqué l'invité de *Liberté*. En termes de chiffres, M. Naïli a indiqué que l'année 2013 a connu une baisse significative des troubles à l'ordre public, soit moins 3 455 cas par rapport à 2012. Toutefois, le nombre de personnes blessées lors de ces troubles en 2013 a augmenté de 170, dont 84 policiers.

Les statistiques de la Direction générale de la Sûreté nationale font ressortir qu'au cours de l'année 2013, il a été enregistré environ

1 447 grèves à l'échelle nationale et «qu'en matière d'activités de sécurité touristique, il a été enregistré 2 769 missions d'escortes effectuées au profit de 17 668 touristes étrangers ayant visité l'Algérie au cours de l'année 2013, contre 2 057 missions d'escortes effectuées au profit de 16 965 touristes étrangers en 2012, soit une baisse de 703 touristes et 712 missions d'escorte».

Enfin, le conférencier dira que les unités opérationnelles de la Sûreté nationale ont été également appelées à assurer la gestion sécuritaire des troubles à l'ordre public, répartis entre quelque 6 531 mouvements de protestations et 102 incidents sportifs, au cours de l'année 2013.

A. B.

SANTÉ

Retour à la contestation pour le Snpsp ?

Rencontre décisive hier entre le Syndicat national des praticiens de la santé publique (Snpsp) et le ministre de la Santé. Le syndicat autonome attend des réponses concrètes de la part de la tutelle au moment où sa base pousse vers la reprise de la contestation.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Seconde réunion entre le Snpsp et le ministre de l'Éducation après celle qui avait réuni les deux parties le 2 décembre dernier alors que le syndicat s'appêtait à réunir son conseil national en session ordinaire. Le même scénario s'est répété pour cette seconde réunion à laquelle a

été convié le syndicat alors qu'il était sur le point de réunir son conseil national en session extraordinaire. Un premier contact que le président du Snpsp avait saisi pour rappeler à la tutelle l'urgence des dossiers qui sont posés.

Le D^r Merabet a rappelé à Abdelmalek Boudiaf que beaucoup d'engagements pris par ses prédécesseurs n'avaient pas été honorés en partie en raison de l'instabilité qu'a connue le secteur. Le dossier remis au ministre de la Santé retrace tout le chemin parcouru par le syndicat. En réponse, Boudiaf s'était engagé à répondre par écrit sur les points en mesure

d'être immédiatement pris en charge et ceux ne faisant pas partie des prérogatives de son département ministériel. Le conseil national avait alors pris acte de l'engagement de la tutelle. Les membres dudit conseil se sont retrouvés le 9 janvier pour une session extraordinaire. La veille de ce rendez-vous, une seconde invitation émanant de la tutelle parvenait au syndicat.

Le conseil national est, depuis, resté en session ouverte. Il se réunira tout de suite après la fin de la réunion d'aujourd'hui pour évaluer les résultats de la rencontre mais une tendance se dégage déjà. La base revendique

un retour à la contestation. Les assemblées générales tenues au niveau des wilayas ont fait ressortir un mécontentement généralisé au regard de la situation qui n'a pas beaucoup évolué ces derniers mois. Pour le D^r Merabet, le rythme des rencontres entre syndicats et tutelle est insatisfaisant par rapport à celui d'autres secteurs où les rencontres sont régulières. Celle qui a réuni hier son syndicat à la tutelle sera certainement décisive. C'est à son issue que le Snpsp arrêtera une décision quant à la reprise ou pas de la contestation.

N. I.

TEBBOUNE L'A ANNONCÉ HIER

La loi sur l'urbanisme sera totalement révisée

«Nous irons au pas de charge vers la révision totale de la loi sur l'urbanisme pour rattraper ce qui a déjà été fait», a annoncé hier Abdelmadjid Tebboune, ministre de l'Habitat. Il condamnera de ce fait les retards enregistrés au cours des dernières années et l'échec des plans d'occupation des sols (POS) ainsi que les plans directeurs d'aménagements urbains (PDAU) actuels qui ont abouti à la naissance de villes et nouvelles cités qui ne répondent pas aux normes urbanistiques.

F-Zohra B. Alger (Le Soir) - Abdelmadjid Tebboune a dressé hier un tableau peu reluisant de la réalisation des constructions et des zones d'habitations lors d'une réunion d'évaluation du secteur. Pour le ministre, le changement ne sera fait qu'avec une révision totale de la loi actuellement en vigueur. «Les POS et les PDAU ne donnent pas les résultats pour lesquels ils ont été conçus, il faut donc une révision totale de la politique urbanistique pour qu'elle rentre dans la démarche

nationale», a déclaré le ministre, notant qu'à partir de la réunion tenue hier il devra être mis en place un groupe de réflexion qui en un trimestre permettra de revoir la loi sur l'urbanisme. Précisant que les comportements actuels renvoient aux années 70, le ministre évoquera la question des sites dénaturés et donnera instruction aux DUCH pour qu'aucun plan d'occupation des sols ne soit mis en application s'il n'a pas eu au préalable l'aval du ministère. Par ailleurs et en vue d'accélérer les

actions, le ministre a préconisé d'aller déjà vers la promulgation d'un décret en attendant la révision de la loi. Pour Abdelmadjid Tebboune, les privés peuvent aussi participer au plan d'occupation des sols, appelant aussi à la réalisation de toutes les commodités dans les nouveaux ensembles d'habitations pour éviter de «retomber dans le piège des cités dortoirs». Il soulignera aussi le retard dans la conception et l'exécution en urbanisme.

«Les instruments d'urbanisme sont actuellement dépassés, les PDAU et les POS ont été vidés de leur sens, ils sont pris de manière aléatoire, subjective et sur commande», a aussi précisé le ministre. Pour ce qui est des réalisations du secteur et des projets en cours, le ministre s'est estimé optimiste, annonçant que le projet quinquennal aura

démarré à 100 %. Pour l'année 2014, seront lancés aussi 650 000 logements soit 80 % de ce qui devrait être lancé des prévisions du quinquennat, «résultats que nous n'avons jamais atteints depuis l'indépendance», a précisé le ministre. Il évoquera aussi 142 000 logements réceptionnés sans compter les logements réalisés par les particuliers dans le cadre de l'auto-construction.

Les dossiers AADL finalisés à fin janvier

Pour l'année en cours, le ministre s'est aussi engagé à réceptionner 300 000 logements tous types confondus, le rural, le participatif, le LSP et le social.

«Ceci est à notre portée puisque les textes qui permettent la rapidité dans la réalisation existent et en

2014 nous démarrerons à 100% le programme quinquennal, a déclaré le ministre, précisant aussi que son secteur tentera de distribuer le plus grand nombre de logements possible.

Le directeur du logement dira pour sa part qu'à la fin de l'année 2013, un taux de livraison de 63 % a été enregistré et le taux de 88% sera atteint en 2014. Pour ce qui est des dossiers AADL, 700 000 dossiers sont en cours de traitement alors que l'ensemble des postulants auront une réponse à leur dépôt de dossier à la fin de ce mois de janvier.

S'agissant d'une éventuelle ouverture de nouvelles souscriptions AADL, le ministre dira que les dossiers en cours devront d'abord être traités et pris en charge.

F.-Z. B.

FÊTE DE YENNAYER 2964 À BOUIRA

Entre revendication et folklore

Les années se suivent et se ressemblent dans notre pays. Comme l'année dernière et comme celles d'avant, à Bouira, les festivités de Yennayer 2964 qui coïncident avec le 12 janvier de chaque année, se sont déroulées pratiquement avec les mêmes décors : d'un côté, l'administration officielle qui célèbre l'évènement avec des expositions par ci et des conférences - light - par là, et de l'autre, des actions de revendications qui rappellent à tous ceux qui feignent de l'oublier qu'en 2014 encore, les droits les plus élémentaires d'une moitié de ce peuple pour ne pas dire la mémoire de tout un peuple est encore biaisée.

Ceux-là, joints par une voix des plus officielles qu'est le HCA, revendiquent tout haut, soit à travers une déclaration publique pour le HCA, soit par des marches comme celle organisée le mardi passé par les étudiants et ce samedi, et cela est une première, par tout un village de la commune de M'chedallah, Raffour pour ne pas le citer, où des centaines de personnes dont des femmes et

des vieux, ont défilé le long de la RN26, pour réclamer l'institutionnalisation de Yennayer comme fête nationale chômée et payée. Mais pas seulement.

Outre ces actions, hier, les enseignants et les élèves ont comme d'habitude déserté les bancs des écoles pour marquer l'évènement. Des grèves qui sont suivies à la lettre au niveau des établissements du chef-

lieu et ceux situés dans la région berbérophone, à l'est de la wilaya. Cela étant, côté officiel, l'on a assisté aux festivités organisées par un groupe d'associations culturelles en collaboration avec la maison de la culture Ali-Zamoum où une semaine culturelle est organisée depuis le jeudi dernier et durera jusqu'à aujourd'hui lundi, avec expositions et pièces théâtrales, mais aussi, des semaines culturelles organisées au niveau des villages comme celle organisée par l'association El Kawthar au village Tassala dans la commune de Taghzout, et celle de l'association du village Tagnit dans la commune de Haïzer.

Aussi, le wali a décidé de partager l'évènement avec ces deux villages qui étaient vraiment au rendez-vous avec des expositions des mul-



Au village Tassala, des femmes préparaient des plats traditionnels.

tiplés travaux et autres événements que ces deux associations organisent à longueur d'année. Ainsi, à Tassala, l'on a eu droit à la mobilisation générale du village pour cet événement où les travaux de volontariat pour la réfection des ruelles du village, de la fontaine publique construite en 1890 par un Italien et qui vient d'être réhabilitée par les villageois, les formations des métiers de l'arti-

sanat qui se font en collaboration avec la Direction de la formation professionnelle, les plats traditionnels, etc. A Tagnit, l'association du village était également au rendez-vous avec des expositions des arts traditionnels, ainsi que des plats de la gastronomie du terroir, où le wali et toute la délégation ont eu droit au traditionnel couscous de Yennayer.

Y. Y.